

Il est vrai que le gouvernement a adopté des mesures de réduction des dépenses. Cependant, il accumulera encore un déficit de 40 milliards de dollars cette année parce qu'il a lancé 18 nouveaux programmes de dépenses et 15 nouvelles études.

Dans le discours du budget, le ministre des Finances a reconnu que les Canadiens avaient dit au gouvernement qu'il devait geler ses dépenses et que le gouvernement était d'accord là-dessus. C'est ce qu'il a dit.

Le ministre partageait peut-être ce point de vue, mais il n'a pris aucune mesure en ce sens. En réalité, il a fait exactement le contraire. Les dépenses gouvernementales totales sont passées de 160 milliards de dollars à 163 milliards de dollars. À cause de cette augmentation et de la montée récente des taux d'intérêt, je ne pense pas que le gouvernement puisse atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB en trois ans. C'est impossible dans le cadre du présent budget.

La dette totale en pourcentage du PIB augmente régulièrement depuis 25 ans. En 1970-1971, la proportion était de 21,8 p. 100. On prévoit maintenant qu'en 1995-1996, elle sera d'environ 75 p. 100. Au tournant du siècle, si le gouvernement continue de dépenser comme il le fait, notre dette totale sera supérieure à notre PIB. Ainsi, nous finirons par devoir plus que ce que nous gagnons en une année en tant que nation. Pour un pays comme le Canada, je trouve que c'est une honte nationale.

Notre situation financière difficile se reflète dans certaines tendances récentes de l'économie canadienne. Le dollar est soumis à des pressions croissantes et les investisseurs étrangers retirent leur argent du Canada à cause de l'énorme endettement du gouvernement.

Le FMI nous a mis en garde contre cette situation l'année dernière. Il a prévu que le cours du dollar commencerait à chuter si les gouvernements fédéral et provinciaux ne réussissaient pas à sabrer les dépenses dans leurs budgets à venir. C'est exactement ce qui s'est produit.

Le Dominion Bond Security Rating Service a récemment réduit la cote du Canada sur sa dette étrangère la faisant passer de «AAA» à «AA+». L'agence a déclaré qu'elle n'avait d'autre choix que de réduire la cote du Canada, car il n'y avait pas de compression importante des dépenses dans le récent budget du gouvernement.

C'est là un autre signe que la situation financière de notre pays est très difficile et qu'en fait, le Canada pourrait être au bord de l'effondrement. Rien de tout cela n'a frustré le premier ministre et son gouvernement; cela ne les a pas dérangés du tout. Les bonnes nouvelles que je viens de vous décrire ont en quelque sorte encouragé le gouvernement libéral à s'engager dans un programme d'infrastructure à crédit d'une valeur de 6 milliards de dollars.

• (1225)

Les taux d'intérêt ont grimpé un peu à mesure que les investisseurs étrangers voyaient la dette du Canada augmenter car ces derniers ont réagi en écoulant les dollars canadiens qu'ils possédaient. Le dollar a perdu deux ou trois cents depuis la présenta-

tion du budget; de même, les déficits gouvernementaux se maintiendront à des niveaux excessivement élevés à court terme.

Ce budget, comme la victoire des libéraux aux élections, mise sur le statu quo; autrement dit, s'il ne fait rien et ne dit rien, le gouvernement espère se tirer sans encombre de l'examen public. Contrairement à ce que prétend le ministre des Finances, ce budget ne fait qu'effleurer le problème.

Il reste un domaine où il aurait fallu revoir les dépenses et cela n'a pas été fait; il s'agit du plus grand programme de dépenses du gouvernement, soit les transferts aux provinces et aux personnes. Le gouvernement a relativement peu touché à ces dépenses. Plus de 50 p. 100 de notre budget sont consacrés aux programmes sociaux et aux transferts aux provinces et aux personnes. Cet énorme secteur est demeuré relativement intact.

L'industrie, les investisseurs et les particuliers recherchent des signes de stabilité et, partant, de certitude quant à l'orientation économique future de notre pays.

**Le vice-président:** Étant donné que le député présente son premier discours, je me demande si la Chambre consentirait à lui accorder le temps de le terminer? Ai-je le consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**M. Harris:** Merci, monsieur le Président. J'ai presque terminé.

Le budget était censé représenter la stabilité. Il devait tracer avec certitude l'orientation future de notre pays sur le plan économique. C'est fort malheureux, mais des budgets comme celui qu'on nous a présenté le 22 février n'assurent nullement la stabilité et ne présentent aucune certitude. Les déficits constants entraînent des impôts plus élevés. Les gens sont donc prudents quand vient le temps d'utiliser leur revenu disponible, parce qu'ils le voient diminuer, tandis que s'amenuise leur sécurité d'emploi. Les industries envisagent de passer au sud de nos frontières, pour y trouver un climat économique plus favorable.

L'économie souterraine représente environ 70 milliards de dollars par année. Tout cela constitue une preuve irréfutable que les mesures fiscales imposées à l'industrie, et les impôts en général, créent un problème.

En Alberta, on a constaté que la dette du gouvernement avait des conséquences néfastes. Le budget de la province prévoyait donc des mesures visant à éliminer en quelques années le déficit provincial et même, à le convertir éventuellement en excédent. Les habitants de l'ouest du Canada espèrent que ce plan fonctionnera. Ils attendent avec confiance qu'il produise des résultats.

Les autres provinces, de même que le gouvernement fédéral, doivent prendre des mesures semblables. Il n'est tout simplement plus possible d'enjoliver les prévisions de recettes. Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures pour régler cette question, et dès aujourd'hui.

Je résume rapidement. Nous, du Parti réformiste, répétons sans cesse qu'il faut prendre des mesures. Le gouvernement ne nous a pas écoutés. Nous continuerons à réclamer des compressions supplémentaires, comme nous le faisons depuis le début,